

Lutte de classe

A vouloir attraper plusieurs lièvres à la fois, on n'en attrape aucun !

L'élection de Sarkozy consacre 10 ans de consensus UMP, UDF, PS et PCF, 10 ans de collaboration de classes entre les différents gouvernements Chirac, le Medef et les dirigeants des syndicats, alors que la politique la plus réactionnaire depuis 1945 était mise en œuvre pour détruire systématiquement les droits et les acquis sociaux et démocratiques du prolétariat et sa jeunesse, engendrant toujours davantage de chômage, de précarité et de pauvreté à travers tout le pays, n'épargnant aucune couche de la population, à l'exception des classes dirigeantes.

Comment avons-nous pu en arriver là ?

Ils ont pavé la voie royale à l'élection de Sarkozy :

- Le PS en proposant un programme conforme aux intérêts du capitalisme, en tout point similaires sur le fond à celui de Sarkozy ; entretenant la confusion des genres en allant jusqu'à avancer une possible alliance avec l'UDF de Bayrou ; n'hésitant pas à reprendre à son compte les thèmes de campagne infâmes du Front national et de Sarkozy, cultivant les contradictions par la voix de Kouchner, Rocard ...

- Le collectif unitaire en mêlant les genres du PCF à Bové en passant par le LCR, les altermondialistes et certains dirigeants du PS (Mélanchon), tous anticapitalistes sans l'être vraiment, contre l'Union européenne sans l'être vraiment non plus, cultivant à loisir le double langage...

- Le PT s'associant à des élus du MPF, de l'UMP, du PS, du MRC et du PCF réalisant à lui tout seul l'exploit peu enviable d'une union nationale avant l'heure, comme si fondamentalement les uns et les autres pouvaient sérieusement défendre des intérêts communs, et si tel était malgré tout le cas, nul doute qu'en présence d'élus du parti de De Villiers et de Sarkozy ce ne pourrait être ceux du prolétariat, tout en tentant en vain de faire croire le contraire...

- Et pour finir, tous ceux qui ont appelé à voter Royal dès le premier tour, puis au second pour d'autres, expliquant à qui voulaient bien les entendre qu'ils ne partageaient pas son programme, mais qu'il fallait l'élire quand même, entretenant eux aussi la confusion, comme depuis des lustres, entre la peste et le choléra, appelant à choisir le moindre mal sans se poser un seul instant la question de savoir si leur auditoire serait capable de faire la différence ni même se demander si c'était vraiment ce qu'attendaient les travailleurs, sans être capable de fournir le moindre argument cohérent et sérieux pour soutenir cette position...

Tous avaient cru bon plusieurs mois avant le premier tour d'appeler à « *battre la droite* », aujourd'hui, ce sont eux qui sont battus, entraînant avec eux le prolétariat dans le chaos et davantage de misère encore. Alors même que Royal avançait des revendications de plus en plus droitières, à aucun moment ils ne changeront de position à son égard.

Oui, le seul moyen qui existait pour le prolétariat d'exprimer sans équivoque possible le rejet de la politique incarnée par Sarkozy, Bayrou et Royal, consistait à refuser de participer à cette élection en votant blanc, nul ou à s'abstenir

Remarquez bien que la situation politique qui a précédé la campagne électorale proprement dit s'inscrivait déjà dans la perspective de l'élection de Sarkozy :

- Malgré la politique ultra réactionnaire menée par le gouvernement Chirac - De Villepin - Sarkozy, aucun parti se réclamant du mouvement ouvrier, aucun syndicat ne rompra avec lui, pire, ils ne cesseront du PS au PT d'arpenter les allées du pouvoir, et aucun d'entre eux ne décidera d'engager

le combat contre la Constitution et les institutions bonapartistes de la Ve République, pire tous s'en réclameront à un moment ou à un autre...

- Dans la foulée du non au référendum du 29 mai 2005, aucun ne remettra en cause le gouvernement dès lors illégitime et minoritaire dans le pays...

- Lors des émeutes des banlieues ouvrières de novembre 2005, ils se fendront tous de communiqués appelant au maintien de l'ordre « *républicain* », apportant ainsi leur soutien sans faille au gouvernement honni par de larges couches du prolétariat et en particulier de sa jeunesse...

Comment pouvaient-ils appeler sérieusement à « *battre la droite* » et espérer y parvenir, après avoir refusé obstinément pendant des années de réaliser le front unique et d'appeler le prolétariat à se mobiliser pour en finir avec le gouvernement ?

Ont-ils imaginé un seul instant qu'ils pourraient effacer le temps de quelques slogans électoraux les effets dévastateurs de la collaboration de classes à laquelle ils se sont livrés sans répit pendant toutes ces années, pire en la perpétuant tout au long de la campagne électorale ?

Celui qui a fait preuve du plus de détermination à affronter les problèmes auxquels la société est confrontée l'a emporté, voilà tout. Qu'il ait employé des moyens malhonnêtes, qu'il ait menti comme un arracheur de dents, qu'il ait été soutenu par les médias, ne change rien au constat qui vient d'être dressé et qui sonne comme une accusation sans appel contre l'ensemble des dirigeants des partis et des organisations se réclamant du mouvement ouvrier qui sont désormais les seuls responsables de la situation politique actuelle.

Y en aurait-il qui oseraient prétendre ou seulement imaginer que les travailleurs et les jeunes seraient responsables de l'élection du premier flic de France à la tête de l'Etat ? S'il en était, il faudrait les broyer sur place !

Répétons encore la même question : mais comment en est-on arrivé là ?

Oui c'est le PS et les larbins attachés à ses basques qui sont responsables de cette situation.

Le PS au pouvoir de 1981 à 1986, puis de 1988 à 1995, et enfin de 1997 à 2002, a géré loyalement la société pour le compte du capitalisme, entraînant des couches entières du prolétariat dans la pauvreté et la précarité. Puis Chirac pris la relève et continua la même politique scélérate. Le résultat, on le retrouve dans les voix qui se sont portées sur Sarkozy.

Outre celles des patrons, petits ou grands, de leurs compagnes et leurs rejetons, il faut ajouter celles des commerçants, des artisans, une partie des classes moyennes qui continuent de tirer leur épingle du jeu et qui n'a pas été convaincu par le discours équivoque à plus d'un titre de Royal, les cadres supérieurs, les professions libérales, mais surtout, il faut y ajouter une partie non négligeable des retraités qui plus faibles craignent pour leur sécurité, de se faire agresser, une partie aussi des jeunes qui n'en peuvent plus d'être rackettés, volés ou agressés ; Sarkozy a réalisé ses meilleurs scores dans les campagnes où la population ne comprend pas l'origine des scènes de violence qui se produisent dans les grandes villes et leurs banlieues et qu'ils voient régulièrement à la télévision. Ce climat de violence et d'insécurité latente ou déclarée a largement contribué à l'élection de Sarkozy qui ne s'y était pas trompé en reprenant les thèmes traditionnels du FN. Il est le produit direct des inégalités et des injustices qui se sont développées au cours des 25 dernières années et plus particulièrement sous les deux mandats de Chirac.

Maintenant, on ne peut pas refaire l'histoire évidemment, mais il est quand même permis, même recommandé, de se poser quelques questions élémentaires.

Imaginez un seul instant que le PT, la LCR, LO et quelques groupes qui leur sont proches se soient associés et qu'ils aient engagé un combat unitaire, sans sectarisme ni a priori contre le gouvernement Chirac – De Villepin – Sarkozy, peut-être n'en serions-nous pas là aujourd'hui...

Imaginez que le PS, le PCF et les formations déjà citées se soient engagés ensemble dans le combat contre les licenciements, la pauvreté, la précarité, etc., nous n'en serions peut-être pas là aujourd'hui...

N'allez surtout pas imaginer un seul instant que j'aurais pu me satisfaire de l'élection de Royal. J'ai suffisamment expliqué ces derniers mois quelles conséquences tout aussi néfastes en découleraient pour le prolétariat, pour ne pas sombrer après coup dans une vision idyllique que je n'ai jamais entretenue.

Alors une question se pose à nous aujourd'hui, étant donné qu'il ne s'agit pas de refaire l'histoire ni de commenter simplement l'actualité sociale et politique ni de faire des plans sur la comète, comment allons-nous nous disposer face à Sarkozy et son gouvernement ? C'est à vrai dire la principale question qui devrait nous intéresser et à laquelle nous devrions réfléchir ensemble.

Sarkozy et l'UMP ont déjà annoncé qu'ils feront passer à l'Assemblée nationale dès l'été 2007, pendant que la plupart des travailleurs et jeunes seront en congés, un ensemble de lois particulièrement scélérates, on peut même dire contre-révolutionnaires puisqu'elles comprennent une atteinte intolérable au droit de grève. Ils ont également mis sur la table, la liquidation des régimes spéciaux de retraites de certaines catégories de fonctionnaire. Sarkozy a aussi déclaré qu'il convoquerait pas moins de quatre conférences associant le gouvernement, le Medef et les syndicats, ce qui aura pour conséquence de porter encore davantage atteinte à l'indépendance des syndicats dont on peut légitimement se demander s'il en reste encore quelque chose après des décennies de collaboration active avec les représentants du capital.

Dés lors, les choses sont parfaitement claires, ils ont décidé d'attaquer d'emblée frontalement le prolétariat.

On peut penser qu'il a obtenu l'assurance de Thibault, Mailly, Aschiéri et Chérèque, qu'ils se porteraient garant de l'application de ces lois. Les dirigeants du PS ont déjà condamné les manifestations anti-Sarkozy qui ont accueilli son élection en s'engageant à respecter le verdict inique de ces élections qui incarnaient la « *démocratie* » !

Question : étant donné la nature particulièrement réactionnaire de ce gouvernement et de la politique qu'il entend mettre en œuvre, quelle attitude faut-il avoir à son égard ?

Et oui, la question se pose immédiatement qu'on le veuille ou non, ne pas y répondre consisterait à lui laisser délibérément les mains libres, alors que faut-il faire : collaborer ou refuser de collaborer et rompre avec lui ? Pour ce qui me concerne, la question est tranchée : aucune relation n'est possible avec un tel gouvernement. Aucune hésitation n'est possible ni permise : aucun compromis, aucun n'arrangement n'est envisageable avec Sarkozy, pas étonnant que G. Bush ait été le premier chef d'Etat à le congratuler chaleureusement avant même 21 heures le 6 mai.

Que faire alors ?

Il faudrait que l'ensemble des partis et organisations du mouvement ouvrier lancent un appel unitaire à la mobilisation du prolétariat afin de mettre en échec la politique de Sarkozy. Vous me direz que cela semble impensable, que ce n'est pas réaliste après ce qui vient de se passer, et vous avez parfaitement raison de le penser, mais voyez-vous autre chose à proposer aux millions de travailleurs et jeunes qui veulent en découdre ? Je ne me fais aucune illusion, il est davantage question ici de proposer au prolétariat et principalement à son avant-garde, un moyen d'engager le combat contre le gouvernement et une issue politique au lieu de le bercer d'illusions avec des recettes miracles qui aboutiraient à une impasse. Après comme avant les élections, notre objectif n'a pas changé : construire le parti révolutionnaire qui nous manque pour aller de l'avant.

Les militants révolutionnaires doivent discuter dans leur propre formation politique le moyen d'avancer vers un front unique, qui ne soit pas cette fois une réplique du front unique au sommet PS-PCF qui a toujours conduit aux pires défaites et désillusions, subordonnant de fait le prolétariat aux appareils traités.

L'élection de Sarkozy constitue indirectement un plébiscite des institutions bonapartiste de la Ve République qui lui octroie tous les pouvoirs.

Quelques minutes avant le résultat du second tour dimanche dernier sur France 2, un journaliste a eu l'audace de dire que pas une seule constitution en Europe n'octroyait autant de pouvoir à un seul homme, au Président de la République : il est le chef des armées, il nomme le Premier ministre, il préside le conseil des ministres, et pour finir, il a le pouvoir de dissoudre l'Assemblée nationale, aucun chef de l'Etat en Europe ne dispose de tels pouvoirs exorbitants, et ce journaliste d'ajouter que dans d'autres régions du monde de tels pouvoirs concentrés entre les mains d'un seul homme avaient parfois débouché sur des dictatures, en précisant que cela n'était jamais arrivé en France, qu'on n'en était pas encore là, laissant planer un doute sur l'avenir... qui sait demain avec Sarkozy ?

J'ai relevé ce commentaire car il est significatif de la situation politique au lendemain de l'élection de Sarkozy.

Sarkozy a été élu en mentant délibérément aux travailleurs de ce pays. S'il a obtenu ses meilleurs scores dans les campagnes les plus reculés et dans des départements comme les Alpes maritimes et le Var, où l'on trouve une concentration de villas cossues, de retraités et de rentiers, par contre dans les grandes villes et les bastions ouvriers, les zones industrielles, il a été nettement battu.

Royal a été battu parce qu'elle a voulu courir deux lièvres à la fois et il est bien connu qu'à ce jeu là, finalement on n'en attrape aucun ! Elle a tenté de séduire l'électorat ouvrier sans tenir compte de ses revendications, tout en appelant la bourgeoisie à lui faire confiance en reprenant une partie des propositions de Bayrou et Sarkozy, sans oublier la Marseillaise, le drapeau tricolore et l'identité nationale cher à Le Pen. En se plaçant sur le même terrain que Sarkozy, elle était sûre d'être battue.

Mitterrand avait été élu parce qu'il était le candidat du PS, alors que Royal n'a été que la candidate d'une partie du PS ; alors que l'ensemble des partis et organisations s'étaient engagés à le soutenir sans faille au second tour, ce qui d'ailleurs était une erreur, Royal inspirera plutôt la méfiance pour ne pas dire carrément la défiance ou le rejet d'un grand nombre de militants de ces partis et organisations ; alors qu'il avait réalisé l'unité du PS sur un programme bien avant les élections, Royal sera encore en quête d'un programme jusque sur le plateau de France 2 lors du débat avec Sarkozy ; alors que Mitterrand incarnait majoritairement un espoir de changement de politique, même si ce n'était qu'une illusion de le penser, Royal sera incapable d'incarner le moindre changement tant elle était empêtrée dans ses contradictions, pour toutes ces raisons, elle n'avait aucune chance d'être élue.

Le PS a déjà annoncé qu'il entendait poursuivre dans la même voie, ce qui le conduira à une nouvelle défaite lors des législatives de juin. Il n'est évidemment pas question de soutenir et encore moins de participer à cette entreprise suicidaire dont seul le prolétariat fera les frais demain.

Il faut en finir avec cette politique de subordination aux appareils pourris du PS et du PCF.

Il faut en finir avec cette politique qui consiste à prêter sans cesse et sans raisons valables une double nature à ces partis issus du mouvement ouvrier qui ont toujours fait la preuve aux moments décisifs de la lutte des classes, qu'ils n'avaient finalement qu'une seule nature, qu'ils ne pouvaient appartenir qu'à un seul camp, celui de nos ennemis.

Il faut en finir avec cette politique qui consiste à proclamer l'indépendance des syndicats, alors que les appareils de la LCR, de LO et du PT entretiennent des liens de subordination depuis des décennies avec les appareils de la CGT, de FO, de la CFDT, FSU, SUD, etc.

Il faut en finir avec cette politique qui consiste à proclamer qu'il faut en finir avec la Constitution et les institutions de la Ve République, pour finalement l'appeler à la rescousse à la première occasion, comme ce fut le cas lors du référendum sur le projet de « constitution » européenne, ou plus près de nous en appelant à plusieurs reprises De Gaulle au secours.

Laissons les états majeurs des appareils de ces partis s'embourber un peu plus chaque jour dans leurs propres contradictions. Et si nous devons aussi les combattre, ce n'est pas par machiavélisme,

mais afin de permettre aux militants révolutionnaires sincères de se regrouper pour constituer un véritable parti révolutionnaire dont nous serons fiers et qui inspirera confiance au prolétariat.

Quels que soient les obstacles et les difficultés sans nombre qui nous attendent, nous n'avons pas d'autre alternative, il n'existe pas d'autre voie possible, sauf à répéter encore et encore les erreurs du passé. Il n'est plus l'heure de tergiverser, de discuter interminablement comme des bavards sans aboutir au moindre résultat concret.

Ceux qui nous proposent aujourd'hui de construire un nouveau parti ouvrier nous avaient déjà fait le coup en 1986, ils ont manifestement échoué, je veux parler ici du PT.

Le modèle de parti qu'ils nous proposent ne s'inspire pas de celui d'un parti qui aurait mené un jour le prolétariat à la prise du pouvoir quelque part dans le monde dans le passé, mais au contraire sur un modèle de parti qui a toujours échoué, pire encore, il nous propose un modèle de parti qui s'est toujours révélé totalement incapable de faire face aux tâches qui lui incombent dans les moments les plus cruciaux de notre histoire et qui conduira le prolétariat aux pires défaites. Comment est-il possible de faire l'impasse sur cet enseignement déterminant de la lutte des classes qui avait conduit Lénine et ses compagnons à adopter le modèle du parti bolchevik ?

Ce sont les dirigeants du même parti, qui, 60 ans auparavant avait manifesté publiquement leur doute sur le modèle du parti à construire, remettant en cause le modèle du parti bolchevik au profit d'un parti calqué sur la SFIO ou le POSD d'Allemagne. Or, au travers de la conception du parti qu'ils remettaient ainsi en cause, le parti qui seul pouvait permettre au prolétariat de prendre le pouvoir, c'était cet objectif même qu'ils abandonnaient. Dès lors, ils allaient mener une partie de l'avant-garde du prolétariat d'impasse en échec, d'épurations en exclusions, démissions, pour finalement terminer lamentablement dans l'impasse que l'on sait, le « *schivardisme* », comme ils se complaisent à se nommer eux-mêmes désormais.

Remettre en cause la conception du parti définie par Lénine – qu'il faut nécessairement adapter à notre époque en tenant compte de l'ensemble des facteurs qui ont évolués et de la particularité de chaque pays, c'est abandonner le combat pour la révolution prolétarienne, car nous savons très bien que sans un parti construit sur ce modèle, le prolétariat ne prendra jamais le pouvoir, si le contraire était vrai, cela se saurait depuis 1917.

Les doutes formulés sur la nécessité de construire un parti de militants révolutionnaires combattant pour la révolution prolétarienne n'expriment finalement pas autre chose que le doute en la capacité du prolétariat à combattre et à prendre un jour le pouvoir.

A la LCR et LO, ces doutes se transformeront très tôt en reniements successifs, on pourrait peut-être même dire, que ces organisations se sont constituées sur cette base là précisément.

Le modèle du parti bolchevik n'a jamais été pris en défaut en France notamment, parce qu'il n'en a jamais réellement existé au-delà d'un embryon de parti constitué dès le départ sur des bases étrangères à celui d'un parti bolchevik.

De la même manière, la révolution russe des conseils ouvriers, soldats et paysans, guidée par le parti bolchevik n'a pas failli, elle n'a jamais trahi le prolétariat, c'est le retard, les faiblesses et le manque de préparation de son avant-garde dans les autres pays qui ont conduit à la liquidation du parti de Lénine et à la victoire du stalinisme, dont la restauration du capitalisme fut le point d'orgue.

C'est aujourd'hui (comme hier) ce parti qu'il nous faut construire impérativement si nous voulons véritablement vaincre le capitalisme et avancer sur la voie du socialisme.

Ceux qui ne comprendraient pas encore pourquoi nous avons été incapables de construire ce parti jusqu'à présent, ont aujourd'hui sous les yeux avec l'élection de Sarkozy un exemple concret qui devrait leur permettre de réfléchir aux conséquences qui résultent des doutes et des hésitations formulées en politique.

Il est très facile de comprendre que les doutes formulés par des dirigeants sur la nécessité de construire un parti communiste il y a 60 ans ne seraient pas sans conséquences, qu'il s'agisse du PT,

de la LCR ou de LO. Ils allaient forcément se traduire pas à pas au niveau de leur appréciation de la situation politique qui allait s'avérer erronée sur le plan pratique, aussi bien quant à la ligne politique qu'ils allaient adopter, qu'aux tâches à accomplir qu'ils allaient définir, aux rapports avec les appareils qu'ils allaient instituer, sans parler des méthodes de fonctionnement insupportables qui allaient en découler et qu'ils allaient dès lors imposer dans leur parti, l'ensemble s'inscrivant en totale contradiction avec les objectifs qu'ils s'étaient fixés et qu'ils abandonneront de fait au cours de la lutte des classes.

Nous devons engager immédiatement le combat contre Sarkozy, classe contre classe, résolument, sans être tenté de passer le moindre compromis avec une fraction de la bourgeoisie, la moindre hésitation serait criminelle, une trahison, avec audace et détermination nous devons être à la hauteur de la réaction qui s'organise pour affronter directement le prolétariat et lui infliger les pires défaites.

C'est le seul moyen pour nous d'attirer et de gagner des couches entières du prolétariat et de la petite bourgeoisie qui ne tardera pas à déchanter. Aucune alliance durable ne peut être envisagée avec le PS et le PCF, car ils ne poursuivent pas le même objectif que nous.

Si le front unique s'adressera aussi à ces partis, ils ne doivent à aucun prix en prendre la direction, en dicter le contenu et l'orientation comme ce fut toujours le cas dans le passé.

Le front unique ne peut se concevoir que ponctuel, limité dans le temps, circonscrit dans des limites bien définies et correspondre à un objectif concret, à une tâche précise que le prolétariat à accomplir dans une situation donnée, ce qui signifie que cette tactique privilégie ou s'appuie d'abord sur la base du prolétariat pour lui permettre de passer ensuite à l'étape suivante, et non sur les appareils dont les intérêts fondamentaux sont étrangers et contradictoires à ceux du prolétariat. Appliquer la tactique du front unique sans respecter scrupuleusement ces principes élémentaires revient infailliblement à subordonner les intérêts du prolétariat aux appareils, finalement aux intérêts de la bourgeoisie.

Avons-nous bien pris la mesure des transformations du capitalisme qui se sont produites en France au cours des dernières décennies ? Je ne le pense pas. Le nombre de syndiqués depuis l'après guerre a été divisé par quatre environ, le nombre de grandes entreprises a fondu pendant que celui des PME a explosé littéralement. La formidable concentration du prolétariat a laissé place à son atomisation, et ce processus n'est pas encore terminé, puisque la délocalisation et l'éclatement de grandes et moyennes entreprises est déjà programmé à court terme.

Dans ces conditions là, le scénario de la grève générale débouchant sur un soulèvement populaire avant de se lancer à l'assaut du pouvoir est-il toujours valable, alors qu'aucune grève générale n'a eu lieu en France depuis 39 ans ? Eh oui camarades, il faut avoir l'audace de se poser cette question, aucune question ne doit être arbitrairement évacuée de notre réflexion si nous voulons avancer !

Si ce scénario demeure valable, il ne se présente plus tout à fait de la même manière qu'autrefois, il faut impérativement tenir compte des évolutions qui sont intervenues dans la société et que j'ai brièvement esquissées dans les paragraphes précédents.

Il faut appeler tous les camarades syndiqués à développer les unions locales en contactant les salariés disséminés dans les PME et moyennes entreprises, à la sortie de leur lieu de travail, discuter avec eux et leur proposer de se réunir localement, soit sur la localité où est située leur entreprise, soit sur la localité où ils résident, car il faut tenir compte que la majorité d'entre eux ne travaillent pas dans la commune où ils résident, il faut s'adresser à l'ensemble des syndicats sur le plan local puis départemental, CGT, FO, CFDT, FSU, SUD, etc., sans à priori ou sectarisme, afin qu'ils réalisent l'unité à la base...

L'objectif n'est pas d'aboutir à une syndicalisation massive, mais de permettre aux travailleurs qui sont confrontés à la même situation économique et sociale de se rencontrer, d'échanger leurs expériences, etc., afin de les aider à prendre conscience de leur force, de l'origine de leurs problèmes qui ont pour base commune la pérennité du capitalisme et la nécessité de réorganiser la production et la distribution sur des bases nouvelles, ce qui passera forcément par un changement politique radical.

L'objectif n'est pas non plus de les pousser à engager le combat contre leurs employeurs, ils se feraient virer aussi sec, ce serait totalement irresponsable d'agir de la sorte.

L'objectif principal de cette initiative est de préparer le terrain à la grève générale en tenant compte de l'ensemble des facteurs qui constituent la situation actuelle.

Sachant qu'il y a 8% de syndiqués dans ce pays, que la très grande majorité d'entre eux travaillent dans la fonction publique et les grandes entreprises, le taux de syndicalisation des 15 ou 16 millions de salariés restant doit être encore divisé par 2 au minimum, ce qui nous amène à un chiffre ridiculement bas pour ne pas dire insignifiant. Compte tenu de ces éléments, sachant que la totalité des syndiqués (et des travailleurs) ne se mettent pas en grève au même moment et que la grève ne se décrète pas, le point de départ d'une grève générale sera d'autant plus faible numériquement qu'elle se réduira aux fonctionnaires et travailleurs des grandes entreprises les plus déterminés. La question est de préparer le terrain afin qu'ils entraînent à un moment donné l'ensemble du prolétariat dans leur sillon.

Bien sûr, la grève générale n'est pas une simple addition arithmétique de grèves disséminées, mais l'aboutissement d'un long processus de maturation politique posant plus ou moins consciemment la question du pouvoir politique.

L'autre objectif essentiel est de favoriser la prise de conscience de ce processus par le prolétariat, de son contenu, de ses objectifs et des tâches qu'il aura à accomplir, autrement dit, il s'agit de l'aider à comprendre et ensuite à adhérer à une orientation permettant de déboucher sur une réelle issue politique conforme à ses intérêts, c'est là que le travail des militants révolutionnaires est irremplaçable. Il leur permettra de gagner la confiance des travailleurs et de s'enraciner dans toutes les couches du prolétariat, de construire le parti.

Notre objectif n'est pas la grève générale en soi, il n'est pas non plus la satisfaction de telle ou telle revendication, mais la prise du pouvoir par le prolétariat, ce qui passe impérativement par la construction du parti révolutionnaire.

A ceux qui confondent syndicalisme et militantisme politique, ou plus généralement trade-unionisme et socialisme révolutionnaire, ceux qui se gargarisent d'avoir obtenu l'ouverture ou le maintien d'une classe, par exemple, je voudrais dire ceci : c'est très bien, bravo, mais ce que vous ne nous dites pas, c'est que par le biais de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006, en contre-partie, une autre classe sera fermée ailleurs là où la résistance se révélera moins importante, ou un bureau de poste supplémentaire disparaîtra, une dizaine de lits dans un hôpital public seront supprimés... Qu'il faille se battre pour conserver nos acquis et droits, c'est notre devoir, mais ce n'est ni notre objectif final, ni suffisant loin s'en faut, encore faut-il dire toute la vérité aux travailleurs pour qu'ils ne se fassent aucune illusion sur les tâches politiques fondamentales qui restent à accomplir, ce qui n'est malheureusement pas le cas le plus souvent.

Si un parti révolutionnaire existait, rien n'interdirait parallèlement de proposer la création d'organismes spécifiques, afin d'associer tous les travailleurs et militants du mouvement ouvrier qui souhaiteraient combattre avec nous et préparer les combats de demain.

Quant aux élus du PS, MRC et du PDF qui sont corrompus, alliés objectifs de la bourgeoisie, nous n'avons rien à attendre de ces gens là qui manient le double langage en permanence, notables locaux et autres personnalités davantage portés à défendre leurs postes et leurs prébendes, leurs propres intérêts matériels et financiers que ceux du prolétariat dont finalement ils n'ont que faire, sauf au moment des élections.

Sarkozy a été élu. La semaine qui a précédé le second tour, un fait important qui a été minimisé, pour ne pas dire systématiquement évacué par les médias aux ordres, pourrait nous mettre sur la piste du combat politique que nous pourrions mener au cours de la période qui vient de s'ouvrir.

Deux juges enquêtant sur d'éventuelles pressions politiques sur la justice dans l'affaire Borrel – un magistrat retrouvé mort en 1995 à Djibouti – ont tenté, mercredi 2 mai, de perquisitionner à la cellule africaine de l'Élysée, en vain, l'accès leur a été refusé par les gendarmes. L'Élysée a ensuite indiqué avoir refusé cette perquisition au nom de l'article 67 de la Constitution sur le statut juridique du chef de l'État (loi constitutionnelle du 23 février 2007). (source : AFP et Reuters 02.05.07)

Le palais de l'Élysée étant classé « enceinte militaire », les magistrates Fabienne Pous et Michèle Ganascia ont fait appel au gouverneur militaire de Paris qui leur a répondu qu'il n'avait pas compétence pour permettre à des magistrats de l'ordre judiciaire de perquisitionner le palais de l'Élysée. Bien que l'article 698-3 du code de procédure pénale stipule que l'autorité militaire est censée se soumettre aux réquisitions des juges, celle-ci refusera catégoriquement de satisfaire la demande des deux juges pour protéger Chirac...et Sarkozy.

Le président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), Bruno Thouzellier a réagi en expliquant qu'il « ne voit pas en quoi l'article 67 peut être invoqué car ce n'est pas le président de la République qui est visé mais des services de l'Élysée, qui ne bénéficient pas de l'immunité » présidentielle reconnue par la Constitution. Quant au secrétaire générale du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), Hélène Franco il a dit qu' « il n'est écrit nulle part que pendant la période électorale, le code de procédure pénale est suspendu (...). Le refus de prêter son concours à ces actes de justice est une décision politique ».

Le Président de la République s'est retranché derrière la Constitution de la Ve République, eh oui encore elle, à croire qu'elle est omniprésente et que rien ne se décide sans elle ! Si vous le pensez, vous avez parfaitement raison, car c'est d'elle que Sarkozy tiendra demain tous ses pouvoirs, et non de la souveraineté du peuple foulée aux pieds par la seule existence de cette constitution bonapartiste.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit au premier coup d'œil, que la totalité des lois, décrets, ordonnances, tous les traités signés avec des institutions européennes ou internationales, les institutions de la Ve République, y compris l'élection de Sarkozy, la place et le rôle des institutions de ce pays, les rapports sociaux d'exploitation et la propriété privée, l'ensemble est codifié au sein de la Constitution qui constitue le pilier de la Ve République et du régime. Qu'on l'abolisse ou l'abatte et c'est l'ensemble de l'édifice qui disparaîtra.

Existerait-il un mot d'ordre plus fédérateur ou rassembleur pour l'ensemble du mouvement ouvrier que celui d'abolition de la Constitution ?

Existerait-il un autre mot d'ordre qui a lui seul permettrait d'ouvrir une issue au prolétariat en posant directement la question du pouvoir politique ?

N'est-ce pas finalement le chemin le plus court pour avancer vers le socialisme ?

La Constitution concentre le pouvoir politique et économique de la bourgeoisie. Il est très facile de l'expliquer aux travailleurs et jeunes et pour eux de le comprendre. Le texte de la Constitution de la Ve République est facile à lire et à comprendre, il est à la portée de chacun, donc chacun peut s'en saisir à son tour.

Sarkozy a annoncé qu'il allait très rapidement soumettre aux prochains députés une nouvelle mouture de la constitution européenne, tout en sachant par avance qu'elle sera adoptée sans difficulté. Or l'objectif de l'Union européenne à terme est de liquider la Constitution de la Ve République en instituant un État européen disposant de tous les pouvoirs politiques ou presque. Même s'il y a tout lieu de penser qu'ils n'y parviendront pas dès demain ni totalement, car ce n'est pas leur objectif et ils auront encore et toujours besoin d'un pouvoir décentralisé disposant d'une relative autonomie, comme c'est le cas par exemple aux États-Unis d'Amérique ou en Inde, pour toutes ces raisons le mot d'ordre d'abolition de la Constitution trouve toute sa place dans le combat contre l'Union européenne.

Pourquoi notre objectif ne serait-il pas le même, mais pour obtenir l'effet exactement inverse de celui recherché par l'UE, au lieu de soumettre davantage le prolétariat aux lois implacables du capitalisme mondial, il s'agira pour nous de le soustraire à l'emprise du capitalisme en avançant sur la voie de son émancipation et du socialisme, des États-Unis socialistes d'Europe ?

Le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne est totalement inapproprié et contre-productif, je n'ai cessé de le répéter depuis deux ans, et les faits m'ont donné raison, car au lieu d'aider les travailleurs à se mobiliser, il les effraie plutôt qu'autres choses, car ils identifient l'Europe avec l'Union européenne, elle est avant tout pour eux synonyme de paix, de stabilité et de davantage de liberté,

même s'ils se leurrent en partie, vous n'y pouvez rien, il faut vraiment être borné au dernier degré pour ne pas l'avoir encore compris.

D'après vous, pourquoi Mailly (FO) - un vulgaire bureaucrate réformiste, entonne-t-il le même refrain ? (lire sa Lettre hebdomadaire sur Internet) A l'entendre rien n'est possible dans le cadre de l'UE, mais comme l'UE est là et bien là, cela revient à justifier qu'il serait impossible de mobiliser les travailleurs et à laisser les mains libres demain à Sarkozy, puisque le pauvre, lui aussi il serait la victime innocente du pacte de stabilité et du traité de Maastricht, alors qu'il en est aujourd'hui le dépositaire.

Qui dans ce pays est dépositaire des traités signés et responsable de leur application, si ce n'est le chef de l'État ? C'est écrit noir sur blanc dans la Constitution de la Ve République, il suffit de savoir lire.

Sarkozy est le président des banquiers et des rentiers, des patrons des multinationales à l'image de Bolloré, il ne bénéficie d'aucun soutien populaire, il est haï par une bonne partie du prolétariat et sa jeunesse, il ne peut compter que sur les appareils des partis du mouvement ouvrier et des syndicats pour passer en force ses lois scélérates.

Comme l'a écrit un camarade, le vote populaire qui s'est porté sur Royal n'était pas un vote d'adhésion ou de ralliement à sa personne, son parti et son programme, mais un vote de rejet de Sarkozy. Il ne pouvait en être autrement. Il faut quand même relever que l'addition des abstentionnistes et des votes blancs et nuls dépasse les 20%, soit 8,6 millions de voix.

Nous n'avons rien à attendre de la « *recomposition* » du PS en un parti social-démocrate, encore moins de la transformation de l'UDF en un Mouvement démocrate.

Quant à l'initiative des dirigeants du PT et de Schivardi, j'ai déjà expliqué qu'elle consistait à reproduire les mêmes erreurs du passé pour aboutir à la même impasse, il est donc impossible de la soutenir.

Je n'ai évidemment pas les moyens de formuler autre chose que l'espoir que suffisamment de militants et de cadres du PT, de la LCR, de LO et des groupes qui gravitent autour, prendront conscience de la gravité de la situation, trouveront le courage nécessaire et démontreront leur capacité d'unir leurs forces et leurs talents pour constituer un parti révolutionnaire digne de ce nom.

La réaction s'organise autour de Sarkozy, leurs alliés du PS et de l'UDF se transforment pour tenter de mieux dupés demain les masses populaires, chacun vaquant activement à ses occupations dans le camp de nos ennemis. Et nous de notre côté, nous devrions les observer sans réagir en se lamentant, sans rien entreprendre de concret, alors oui pour le coup vous pourrez parler de défaite du mouvement ouvrier.